



Femmes socialistes suisses  
Donne socialiste svizzere  
SP Frauen Schweiz

Berne, le 8 décembre 2011

## **Les Femmes socialistes exigent une augmentation du budget pour vérifier l'égalité salariale**

**Dans le cadre du débat budgétaire mené par le Conseil national, les Femmes socialistes proposent d'augmenter les ressources à disposition pour mener des contrôles sur le respect de l'égalité salariale dans le cadre des marchés publics. Pour la co-présidente des Femmes socialistes suisses Maria Roth-Bernasconi, « dans la mesure où l'égalité des salaires entre hommes et femmes est une obligation constitutionnelle, sa mise en œuvre exige des moyens suffisants ». Raison pour laquelle elle souhaite qu'au moins 10% des entreprises qui se voient attribuer un mandat de la Confédération soient régulièrement contrôlées sur le plan de l'égalité salariale.**

En 2010, **quatre entreprises** seulement ont été contrôlées alors même que l'Office fédéral des constructions et de la logistique a attribué **277** mandats selon la loi fédérale sur les marchés publics et Armasuisse **une centaine**. 4 enquêtes pour 377 mandats, cela correspond à une proportion de 1%. Une proportion insuffisante de l'aveu même de la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf en réponse à une question parlementaire sur le sujet le 14 juin dernier.

Les coûts relatifs à de tels contrôles doivent être pris en charge par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. Leur ampleur diffère en fonction de la complexité de la situation (données à disposition, différences entre les salaires, taille de l'entreprise) et se situent entre 3'000 et 15'000 francs. Un taux de contrôles de l'ordre d'au moins 10% est souhaitable.

Afin que l'égalité salariale prévue dans la loi sur les marchés publics soit mise en œuvre de manière crédible, la fréquence des contrôles doit donc être considérablement augmentée et le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes doit pouvoir disposer des moyens nécessaires. En conséquence, les Femmes socialistes suisses exigent que le budget soit fixé à hauteur de 339'300 francs.